



# Dossier : Le vivre ensemble

page 4

# Les Nouvelles

Mensuel édité par la  
Fédération de  
Loire-Atlantique du  
Parti Communiste  
Français

## de Loire Atlantique

Pour tout Renseignement  
02 40 35 03 00  
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 991

19 Février 2015

prix : 0,70 €

# Mon département

# JOY

# TIENS !

# RÉFORME

# TERRITORIALE

# AUSTÉRITÉ

# Ça suffit !

### Grèce



Face aux libéraux  
la mobilisation  
aux cotés du peuple grec ! **2**

### Départementales

Unis contre l'austérité,  
les candidates et candidats  
du rassemblement **3**

### Loi Macron



Tout est bon pour le patron **5**

### Science

Un cœur artificiel à Nantes **6**

### Statut de l'élu

L'urgence d'innover **7**



## En Espagne, Podemos espère transformer la ferveur populaire en votes

Pari gagné pour Podemos, « nous pouvons ». Des milliers de personnes-300 000 selon les organisateurs, 100 000 selon la police et les médias français- ont fait une démonstration de force à 3 mois des élections régionales et municipales, et à 10 mois des législatives en Espagne. Un avertissement à ses adversaires politiques, mais aussi un signe de convergence avec le parti allié de Syriza, depuis sa victoire. Aux cris de « Si, se puede! » (« Oui, c'est possible »), la foule est venue rappeler que le mouvement social des indignés, (printemps 2011) et dont Podemos est l'héritier, n'est pas qu'un lointain souvenir. Au-delà des ambitions politiques, c'est l'Espagne du ras-le-bol qui est venue de tout le pays dans 260 bus. Pour beaucoup, il y a les enfants: « Mon fils a deux titres universitaires, il a dû partir au Sénégal pour 700 euros par mois. Ma fille est infirmière, elle est à Londres. Mon autre fille avocate à Madrid a du mal à joindre les deux bouts! ». La cure d'austérité, ici comme ailleurs laisse une facture sociale, devenue insupportable (51,8% des moins de 25 ans sont chômeurs). Un nouveau rapport de force est en train de naître.



# L'actualité politique dans le monde 2

## Point de vue

Par Véronique MAHE



L'espoir de changement, que beaucoup avaient mis dans l'élection présidentielle de 2012, a disparu face aux capitulations du gouvernement Hollande-Valls et son alignement sur les solutions ultra-libérales du patronat. Les renoncements gouvernementaux conduisent à creuser davantage la crise économique, sociale et démocratique de notre pays. La droite rêve de reprendre le pouvoir en 2017, comme si la solution pouvait être d'aggraver encore la politique austéritaire que nous subissons déjà ! Le FN est aux aguets comme s'il suffisait de reprendre le capitalisme en bleu marine pour se dessiner un bel avenir !

Les prochaines élections départementales se tiendront sur fond de réforme territoriale accentuant les inégalités territoriales et éloignant les citoyens des lieux de décision. Il s'agit d'un scrutin de grande importance, car le « vivre ensemble » auquel nous aspirons dépend beaucoup des politiques qui sont et seront menées dans notre département. Ces échéances doivent être l'occasion de dire notre volonté de changement et de voir mener des politiques de progrès social, de satisfaction des besoins, de progrès démocratiques et de droits nouveaux.

« les rassemblements que nous avons construits porteront l'espoir »

La victoire de Syriza en Grèce est une chance et un immense message d'espoir pour toute l'Europe. Après des années d'austérité, le peuple grec a retrouvé sa dignité et a choisi de prendre en main son destin.

Cela démontre que d'autres choix sont possibles. C'est un formidable défi pour la dynamique que nous avons fait naître en France. Depuis des années, les communistes, au sein du Front de gauche, portent cette exigence d'une autre orientation politique. Saisissons cette chance de faire aboutir ensemble une politique qui respecte nos territoires, les femmes et les hommes qui le font vivre. Nous avons pris nos responsabilités, les rassemblements que nous avons construits porteront l'espoir de toutes celles et tous ceux qui veulent une autre voie que celle de l'austérité.

Oui cette élection départementale du 22 et 29 mars prochain peut être un beau rendez-vous, construisons le ensemble !

## Face aux libéraux, la mobilisation aux côtés du peuple grec, c'est maintenant !



Alors que la France était « Charlie » dans le deuil et la colère, se tenait à Davos le 45e forum économique mondial. Avant même le résultat électoral d'Athènes, « l'état des lieux du monde » en ce début d'année 2015, n'incitait pas à l'optimisme. A l'échelle de la planète, la dette (ménages, entreprises et Etats) dépasse 210 % du PIB contre 180 % en 2008. Le système capitaliste mondial a rajouté de la dette à la dette, pour le plus grand profit des banques privées.

La baisse du prix du pétrole ne suffira pas à compenser les effets négatifs de la faiblesse des investissements et de la diminution de la croissance dans la plupart des grands pays. L'économie spéculative continue de l'emporter sur l'économie réelle et la satisfaction des besoins.

Singulièrement, la Zone euro reste dans l'impasse d'une faible croissance où l'ont conduite les politiques libérales d'austérité. Devant un tel échec, la BCE a dû abandonner sa politique restrictive, et se résoudre à la création monétaire d'un montant de 1000 milliards pour favoriser une relance. Mais ces euros peuvent tout aussi bien nourrir, le crédit aux ménages et aux entreprises, que de nouvelles bulles financières.

Dans un tel contexte la victoire électorale de Syriza en Grèce n'est pas seulement une bonne nouvelle pour les Grecs, mais aussi pour l'ensemble des pays européens. C'est l'occasion de remettre en cause les règles imposées par la troïka (Commission, BCE, FMI).

## De vous à moi

Un ex-informaticien, Falciani de chez HSBC (Genève), a copié des données « strictement privées et top confidentielles » portant sur 59 802 comptes. Devant l'impossibilité de monnayer son butin, le personnage a décidé d'alerter la presse et de transmettre à la justice. D'après l'enquête, quelques 180,6 milliards (soit plus de la moitié du montant actuel de la dette grecque) auraient transité par la place Suisse entre 2005 et 2007 : Vedettes du showbiz, capitaines d'industries, chefs d'Etat, trafiquants en tout genre et des parrains d'Al-Qaida. Ces richissimes détenteurs, ont pu profiter des dispositions du secret bancaire suisse pour soustraire leur magot aux administrations fiscales de leurs pays. Jean-Claude Juncker avait accueilli 340 filiales au Luxembourg pour des avantages fiscaux. Elu président de la commission européenne, il pressure les populations de ses plans d'austérité... Ça suffit !

A condition que se développe un front majoritaire de solidarité, pour cette nouvelle politique. C'est maintenant qu'il faut soutenir le peuple Grec et son gouvernement, en faisant pression sur le notre pour qu'il favorise l'expérience grecque et lui laisse du temps.

D'autant que la BCE, les gouvernements libéraux au service de la finance, Angela Merkel notamment, font tout pour entraver cette voie anti-austérité qui pourrait donner des idées à d'autres pays.

Tsipras ne veut pas reculer sur les points essentiels de son programme: la fin de l'austérité, le retour de la souveraineté du peuple, la justice sociale comme moteur du développement.

Si la Grèce a l'intention de payer le service de la dette, Athènes ne veut pas négocier une prolongation du programme d'aide imposé par la troïka depuis 2010, qui a conduit à la destruction du pays. La Grèce propose d'ici fin juin, un plan relais étalé sur quatre ans, visant à lutter contre l'évasion fiscale, la corruption, et à remettre en ordre de marche l'administration publique: « l'arrêt des privatisations (port du Piré et énergie), la hausse du salaire minimum de 580 à 751 euros, l'abolition des frais d'ordonnance, ... la réintégration de 10.000 salariés de la fonction publique, la réouverture de la radio-télévision publique ». Autant de mesures qui sont une remise en cause frontale de la politique libérale imposée depuis 5 ans.

Les jours qui viennent sont cruciaux, pas seulement pour les Grecs.

## Ukraine : les occidentaux préparent la Paix ou la Guerre ?

Nos médias mettent en avant la propagande éhontée dont sont victimes les russes. Hélas nous sommes bien obligés de constater que la réciproque est vraie. Les éditos de la presse régionale sur le sujet datent de la guerre froide. Pour « Le Figaro », Hollande et Merkel ont obtenu de Poutine une paix fragile. Mais pour « Libération » c'est exactement le contraire : Poutine a arraché un accord très favorable pour la Russie... Va savoir ? Il suffit d'omettre certaines informations pour masquer la mise en perspective des événements et leur compréhension.

Ainsi dans une dépêche de l'AFP (6 février) on peut lire : « l'OTAN a décidé de renforcer la défense de son flanc oriental en créant une nouvelle force de 5000 hommes rapidement mobilisable et 6 centres de commandement en Europe de l'Est. Baptisée « fer de lance », elle doit être opérationnelle en 2016. Soutenue par une composante aérienne et maritime et par des forces spéciales. Ses éléments avancés devront pouvoir être déployés dans un délai de 48h... ». La cerise ? « Pour ne pas provoquer Moscou, ses éléments terrestres resteront stationnés à l'Ouest, mais il devraient rapidement participer à des exercices dans les anciens pays sous la botte soviétique ».

L'Ukraine doit-elle adhérer à l'OTAN ? Faut-il armer l'Ukraine ? Autant d'idées décalées, à l'examen à Washington, au regard des engagements pris en 1991.



Emir Kusturica, le cinéaste franco-serbe (chat noir, chat blanc) fort de son expérience déclare avec inquiétude « l'Ukraine, est un remake de la Yougoslavie, et qui a mené à son éclatement pour des enjeux similaires: l'extension de l'OTAN et de l'UE. La Russie n'accepte plus son encerclement avec l'élargissement continu de l'OTAN ».

Peu d'enthousiasme à l'Ouest, après la signature de Minsk 2, qui reprend l'essentiel de Minsk 1 ? Pourtant c'est un pas en avant qui éloigne la spirale d'une escalade qui conduirait à la guerre totale. Or, il n'y a pas de solution militaire, et seul un accord sur l'arrêt des combats peut sauver l'Ukraine de la banqueroute. Kiev dépense chaque jour 10 millions de \$ dans la guerre. Le FMI envisage un nouveau prêt de 17 milliards de \$. La dette (80% du PIB) est devenue insoutenable... Voilà pourquoi les européens après avoir soufflé sur les braises, ne souhaitent pas tenir leurs fausses promesses.



## Le coup de gueule de Gilles Bontemps au conseil régional

En découvrant le dernier rapport de la Cour des Comptes Gilles Bontemps a réagi en séance :

« On a appris mercredi que la Cour des Comptes recommande de supprimer des trains de nuit et des trains intercitys. Une nouvelle fois, cette instance outrepassse ses fonctions. Son rôle est de vérifier la bonne utilisation des fonds publics et non pas de dicter au Gouvernement, à l'Assemblée nationale et aux collectivités, régulièrement élues, qu'elles doivent être les orientations politiques à mettre en œuvre.

Ce n'est pas aux technocrates mais aux représentants nationaux, régionaux, départementaux et locaux, issus du suffrage universel, d'orienter les choix et de prendre les décisions. »



# En Loire-Atlantique

3

## Elections départementales : unis contre l'austérité

### Les candidatures soutenues par le PCF de Loire-Atlantique

#### LA BAULE

Michel le HUEDE (PCF) / Myriam MORINEAU (PCF)  
Alain Le Guen (PCF) / Françoise CABON (PCF)

#### BLAIN

Valérie LETRANGE (PCF) / Jean Luc PLUMELET (PCF)  
Bérénice DETRIVIERE / Yannick CHENEAU (PCF)

#### CARQUEFOU

Yolande DREANO (Apparentée PCF) / Patrick COTREL (EELV)  
Mylène BOUCHANTERE (Ensemble) / Olivier GEFFRAY (EELV)

#### LA CHAPELLE SUR ERDRE

Jean-Pierre CLAVAUX / Viviane GUEVEL (PCF)  
Catherine VINCE (PCF) / Laurent BRIERE (PCF)

#### CLISSON

Alexis CHIROKOFF (PCF) / Claudine LESTRAT  
Serge SAVARIAU (PCF) / Maryline BOURCIER

#### GUERANDE

Rémi BARRAUD (PG) / Véronique MAHE (PCF)  
Mathieu DAVID (PCF) / Catherine Roche (PCF)

#### NANTES 1

Katell FAVENNEC / Pierre DAGUET (PCF)  
Julie COCHIN (PCF) / Marc BERLAND (PCF)

#### NANTES 2

Hubert MALINGE (GU) / Nathalie BLIN (PCF)  
Clément CHEBANIER (PCF) / Fabienne CAILLEAU (PCF)

#### NANTES 3

Alain BOURDEAU (PCF) / Christine MEYER (MRC)  
Carole SAUZE / Mathieu PERONNE (PCF)

#### NANTES 4

Marie-Annick BENATRE (PCF) / André MAURICE (PCF)  
Sévim FONTAINE (PCF) / Abdelaziz ABDESSLAM (MRC)

#### NANTES 5

Bruno CHEVALIER (MRC) / Isabelle HUCHET (PCF)  
Robin SALECROIX (PCF) / Maelle FOUGERE (PCF)

#### NANTES 6

Aymeric SEASSAU (PCF) / Pauline FLEURIMONT (PCF)  
Pierre CAMUS LUTZ (PCF) / Brigitte EUZENOT (PCF)

#### NANTES 7

Patrice BOUTIN (GU) / Corinne PACAUD (PCF)  
Adrien HELARY (PCF) / Pascale ROBERT (PCF)

#### PONTCHATEAU

Christian DUVAL (PCF) / Claudie ROLLIN (PCF)  
Claudine GUILLET (PCF) / Gérard DESMAS

#### PORNIC

Corinne QUIGNAUD (EELV) / Vincent PAUDEAU (PG)  
Jean Claude MOULLEC (PCF) / Sylvie Van CUICK (ND)

#### REZE 1

Yves DEVEDEC (PCF) / Valérie VILLEMAINE (PCF)  
Bernard POIRAUDEAU (PCF) / Estelle BROUSSE (PCF)

#### REZE 2

Mireille PERNOT (PCF) / Pierre CHAUVIN (GU)  
Yannick METRIAU / Françoise THIBAUT (PG)

#### SAINT BREVIN

Didier BROUCKE (PCF) / Géraldine DESMONCEAUX  
Jean-Joël MURATI (PCF) / Claudine JACOTIN (PCF)

#### SAINT HERBLAIN 1

Guy BERNARD (PCF) / Yolande LIEVIN  
Jean-Paul VINCE (PCF) / Véronique LUCAS

#### SAINT HERBLAIN 2

Christophe LANCIEN (PCF) / Nathalie RABALLAND (PCF)  
Jean-Pierre FROMONTEIL (PCF) / Sandrine FLEURIMONT (PCF)

#### SAINT NAZAIRE 1

Guillaume DESSABLES (PCF) / Nathalie BRUNEAU  
Michèle MAILLAND / Philippe FRAIX (PG)

#### SAINT NAZAIRE 2

Gilles BRIANT (PCF) / Catherine ROUGE (PCF)  
Vanessa MARTIN (PG) / Philippe LEROUX (PCF)

#### SAINT SEBASTIEN

Stéphane GUILLOU (PCF) / Marie Claude ROBIN (PCF)  
André PARENT / Maryline ABELLARD (PCF)

#### VALLET

Claudine SAICHE (PCF) / Aurélien LE CORRE (PG)  
Marion MOREL (PG) / Yves ARDIL

#### VERTOU

Bernard PEYSSON (EELV) / Sophie JULE  
Jean-Marie MOREL (PG) / Colette GUILLAUME

Retrouvez notre dossier spécial départementales dans le prochain numéro

## Huma Café

### 87ème rencontre-débat

#### CARTE BLANCHE au citoyen-randonneur



#### Axel Kahn

#### « alors, ça marche? »

On le savait généticien, médecin, universitaire. A ce titre nous l'avions invité à l'occasion de la publication de *L'Homme, le libéralisme et le bien commun* et c'est le randonneur, "retour d'en France", qui a répondu.

En 2013 des Ardennes au Pays Basque, puis en 2014 de la Pointe du Raz à Menton, il est allé « à la recherche du bonheur côtoyant la beauté ». Ces traversées, hautes en couleurs, riches en rencontres ont été propices à une réflexion sur l'état de la France - "un pays durement éprouvé", marqué par la désertification de beaucoup de régions, la pauvreté qui en mine certaines, les effets ravageurs de la mondialisation et la "sécession" d'une partie de la population avec la vie politique ordinaire. Son carnet de voyage « Pensées en chemin » relate sa première traversée au long cours de la France.

**Vendredi 27 février 2015  
à 18h au Lieu Unique  
Salon de Musique**

## Syriza



Le samedi 7 février se réunissaient à Nantes les soutiens au peuple grec qui a voté pour Syriza, contre l'austérité en Europe, le 25 janvier dernier lors des élections législatives en Grèce. Avec 149 sièges sur les 300 du parlement grec, Syriza n'a pas obtenu la majorité absolue de 151 sièges, une situation qui les empêchent de pouvoir gouverner seul, malgré leur score de 36% des suffrages qui a dépassé de plus de 8 points la «Nouvelle Démocratie» du Premier ministre sortant, Antonis

Samaras, qui recueille 28% des voix. Les néonazis de l'Aube Dorée terminent à une inquiétante troisième place avec 6,4% des suffrages.

Si au soir de la victoire de Syriza, bon nombre de chefs d'Etat et de responsables politiques cherchaient à récupérer cette victoire électorale de la gauche anti-austéritaire en félicitant allégrement Alexis Tsipras, peu étaient prompts le lendemain, à

défendre les solutions qu'il apportait pour sortir la Grèce de l'état catastrophique dans lequel elle se trouve après les cures austéritaires assénées par la troïka ( BCE, FMI, commission européenne). Le retournement de veste le plus spectaculaire étant celui du FN qui estime que cette victoire va «dans le même sens que le combat» qu'il mène, le soir même de l'élection avant de déclarer, le lendemain, que « rembourser est un devoir éthique pour un "Etat de droit". Peu importe donc au FN, que la dette soit en partie illégitime. L'extrême droite confirme encore une fois qu'elle est la dernière roue de secours du système.

Le véritable soutien à la politique de Syriza viendra en France, des forces progressistes dont le PCF, qui avec son secrétaire national, Pierre Laurent, dirige avec Alexis Tsipras le Parti de la gauche Européenne. Si le peuple grec a réussi à redonner de l'espoir en une victoire contre l'austérité, les offensives contre sa politique seront rudes pour faire tomber la coalition établie avec les souverainistes grecs. Des rassemblements spontanés dans certaines villes ont déjà eu lieu pour dénoncer la pression totalement disproportionnée des dirigeants de l'union européenne quant à la renégociation de la dette grecque. Les soutiens de Syriza devront faire entendre leur voix à l'occasion de la journée de mobilisation européenne en solidarité avec le peuple grec le dimanche 15 février avec des manifestations dans les principales capitales européennes.



« Les manifestations sont le signe d'un mouvement essentiel pour remettre en avant les valeurs de la République, qui ont subi les affronts du libéralisme, du populisme, du nationalisme »

« Nombre de citoyens ne peuvent voir dans ces mots [liberté, égalité, fraternité] que les désillusions, le règne des apparences, la bonne conscience d'une société qui ne leur fait pas de place en son sein et qui continue de porter, à son corps parfois défendant, les atavismes du colonialisme passé »

« C'est le moment de retrouver le sens d'espérer. De faire des mots de République et de laïcité, non pas un cri de guerre vide de sens, mais un immense cri d'amour, plein de nos aspirations partagées. »



## Le vivre ensemble en débat

4

### NLA ouvre ses colonnes

Un mois après la vague d'attentat qui a coûté la vie à des caricaturistes, des policiers, des citoyens visés en vertu de leur confession, plus que jamais la notion de vivre ensemble doit être interrogée. C'est ce que les Nouveaux de Loire-Atlantique font ce mois-ci en donnant la parole à des acteurs syndicaux, associatifs du département.

### L'Ecole peut beaucoup mais pas tout - D. Hude (FSU)

L'Ecole est sans nul doute un pilier majeur de notre République. Elle a vocation à transmettre des connaissances, à favoriser l'accès aux cultures et aux apprentissages pour penser par soi-même. Sa fonction politique et sociale contre tous les obscurantismes est indéniable mais pour autant l'Ecole est-elle en mesure de servir l'émancipation ? Pas nécessairement, car elle a aussi une fonction de reproduction. Elle ne fait pas de miracle. Elle a ses voies de relégation, ses filières de tri social. Le combat pour plus de justice est permanent. Il concerne aussi l'Ecole.

Notre société est gangrenée par un chômage dont les jeunes d'un côté, les seniors de l'autre sont les principales victimes. L'Europe est engluée dans des politiques d'austérité. Comment peut-on croire que l'Ecole peut réussir à apaiser les inégalités, la violence économique et les trous d'air humains ainsi engendrés ? C'est d'abord la misère qui nourrit les fanatismes. **Les devises de la République et le principe angulaire de la laïcité sont à faire vivre au quotidien.** Mais ils sont étouffés si on ne travaille pas la question des conditions de vie, de la mixité sociale, du logement décent, de la solidarité

### Refusons le racisme et le rejet de l'autre - Françoise Thoumas, co-présidente du comité de Nantes du MRAP

Contre les crimes odieux des 7, 8 et 9 janvier 2015, il faut, avec urgence, répondre par plus de 'Vivre ensemble', plus de solidarité.

« On est des frères. Ce n'est pas une question de juifs, de chrétiens ou de musulmans. On est tous sur le même bateau, il faut s'aider pour sortir de cette crise » a déclaré Lassana Bathily, le jeune employé de l'Hyper-casher de la Porte de Vincennes, qui a sauvé plusieurs personnes, le 9 janvier.

Le MRAP dénonce la vague d'islamophobie et de violences anti-musulmanes qui a suivi ces journées tragiques, comme il dénonce la libération de la parole raciste sur Internet : des sites ouvertement néo-nazis ou des blogs de réseaux « sociaux » prônent ouvertement l'antisémitisme et/ou l'islamophobie.

Cette haine est alimentée par les politiques répressives à l'égard des Roms, des exclus, des immigrés. Plutôt que d'accuser les « étrangers » de prendre « le travail des Français » et de « creuser le trou de la sécu », il faut mettre en œuvre une réelle égalité des droits pour tous.

**Pour que la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » ne soit pas une suite de mots creux, nous attendons des pouvoirs publics des politiques économiques et sociales qui redonnent espoir et confiance à ceux qui subissent le plus les inégalités.**

« L'obscurantisme, l'ignorance et la misère intellectuelle qui ont été à l'origine des drames que nous avons vécus, se combattent avec l'éducation et la culture » (Zahia Ziouani, directrice de l'orchestre symphonique « Divertimento »).

Lutter contre ces fléaux passe inévitablement par le renforcement des solidarités, un réel travail de mémoire, la prise en compte des discriminations, tant au travail que dans le système de formation initiale, qui entraînent insécurité et souffrance pour les citoyens les plus fragiles.

Avant même de rassembler les institutions et les organisations, ce sont d'abord les hommes et les femmes de ce pays qu'il faut rassembler autour non d'une incantation, mais d'une République effective pour tous.



### « Encore mieux vivre aux Dervallières » Le bureau de la CSF des Dervallières

C'est la question que se sont toujours posées les différentes associations du quartier depuis de nombreuses années.

**Mieux vivre, c'est pouvoir échanger, partager, agir pour défendre ses droits, sortir de son isolement, lutter contre les injustices, se réjouir et se cultiver avec les autres.**

C'est le but que s'est fixée la CSF (Confédération Syndicale des Familles), présente aux Dervallières depuis plus de 50 ans. Association familiale, indépendante de tout parti, religion ou syndicat. La CSF accueille toutes les personnes qui veulent parler de

leurs difficultés, s'organiser pour les résoudre. Les militants CSF, qui sont des habitants du quartier comme les autres, ne se paient pas de mots. Ils agissent dans des réalisations solidaires ; l'entraide scolaire, les chartes de réhabilitation, l'atelier bricolage, la bibliothèque, le groupe informatique, la garde des enfants dans les temps de réunion, les sorties culturelles (parlement européen, châteaux de la Loire, expo mouvement ouvrier).

L'enrichissement interculturel est une réalité et les graves événements que nous venons de vivre incitent les membres actifs de notre quartier à poursuivre et développer leur engagement associatif au coude à coude avec les habitants, pour encore mieux vivre aux Dervallières.

par les services publics et la protection sociale.

Le « vivre ensemble » ne se résume pas au bisounours de façade, à un discours qui affirme les vertus d'un nouveau service civique dont on sait bien qu'il n'agira pas à posteriori sur le mal être qui s'accroît au collège et s'amplifie trop souvent dans les lycées professionnels.

Investir sur le numérique, la formation des enseignants, une plus grande maîtrise de la langue française dès le plus jeune âge, pourquoi pas. Vérifions toutefois quels programmes sont derrière les mots... Mais améliorer les conditions de vie des élèves et de leurs familles compte tout autant. Conforter la démocratie suppose travailler autrement à l'Ecole, organiser autrement les rythmes éducatifs, mieux penser le rapport délicat aux parents qui ont une responsabilité première dans l'éducation. La lutte permanente contre l'obscurantisme doit aussi faire appel aux complémentarités socio-culturelles et pratiques éducatives par le sport.

**La fonction première de l'Ecole est d'apprendre à penser, pas à panser. Pourtant il le faut !**



### Maintenant, continuons à construire le vivre ensemble ! - LICRA Nantes

#### Vives réactions de la Licra aux attentats :

« La Licra s'incline devant la mémoire de toutes les victimes ... Nous sommes tous Charlie, en hommage aux journalistes et dessinateurs de Charlie Hebdo, comme nous sommes les victimes innocentes du supermarché cascher de la porte de Vincennes et les policiers assassinés à Paris et à Montrouge. Les premiers ont été exécutés parce qu'ils étaient libres, les seconds parce qu'ils étaient juifs, les troisièmes parce qu'ils étaient les symboles de la République, mais c'est le même fanatisme qui les a frappés... » - Presse : 09/01/15

#### Et maintenant ?

- Continuons, avec d'autres militants prêts à nous rejoindre, notre travail permanent, persévérant et attentif de prévention et de lutte contre toutes formes de discriminations et de racisme dont l'antisémitisme qui peuvent prendre des caractères violents, banalisés, voir excusés. Et qui ne sont pas seulement l'affaire des seules personnes ou communautés concernées.

- Combattons l'exclusion, le rejet et le mépris de l'autre différent (couleur de peau, non appartenance au groupe majoritaire) dans l'entreprise, dans les structures scolaires, les loisirs, les activités sportives, la recherche du logement : faisons reconnaître l'universalité des droits de l'homme, par l'aide aux victimes et nos actions grand public.

- Appelons aussi à la vigilance de chacun sur Internet contre les idées racistes, antisémites et/ou xénophobes.

- Contribuons à initier une culture éthique de responsabilisation, de respect de la loi : auprès des enfants et des adolescents, dans les collèges et lycées, et dans le sport, vecteurs d'intégration et non d'exclusion.

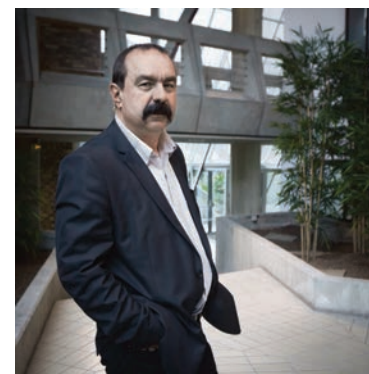
Bref : « **vivons ensemble comme des frères ou nous finirons comme des fous** »  
Martin Luther King



## Philippe Martinez à la tête de la CGT

Philippe Martinez est le nouveau secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT). Le successeur de Thierry Lepaon, démissionnaire en janvier, a été élu mardi 3 février à la quasi-unanimité, recueillant 93,4 % des voix du comité confédéral national (CCN), a-t-on appris de source interne. L'équipe de dix membres qui formera le nouveau bureau confédéral a obtenu elle 88,8 % des voix du « parlement » de la centrale syndicale.

Technicien chez Renault, trempé dans les combats pour la défense de l'industrie, Philippe Martinez prend la barre de la confédération, après avoir dirigé la fédération de la métallurgie depuis 2008.



# Le social au cœur

5

## Loi macron : tout est bon pour le patron !

A l'heure où nous écrivons ces lignes l'examen du texte de loi « macron » se poursuit et se finalisera le 16 Février. Préservation des intérêts des employeurs et exploitation accrue des salariés sont toujours au programme.

Malgré les propos rassurants du ministre, les aménagements développés par les députés n'en changent ni la nature, ni les orientations libérales et antisociales. Plusieurs points clefs du texte viennent ainsi mettre en péril les droits des travailleurs.

Le premier d'entre eux et le plus médiatisé concerne un travail du dimanche extra-large voulu par le ministre-banquier de l'économie. Le Maire fixera désormais le nombre de dimanches de zéro à douze.

Les Prud'hommes sont aussi frappés du sceau du dogme libéral. Ainsi tout conseiller qui « n'a pas satisfait à l'obligation de formation initiale dans un délai fixé par décret est réputé démissionnaire ». Dans un autre registre, les conseillers prud'homaux restent soumis à des obligations qui pourront venir percuter leurs mandats syndicaux. Surtout, le caractère paritaire de la juridiction prud'homale reste amoindri. Une grande partie des affaires pourront être renvoyées directement en départage. En clair, le rôle du magistrat sera donc renforcé, au détriment des conseillers, dont la moitié sont des représentants des salariés.

## Lutter pour gagner !



Pendant que la loi macron vient détricoter le droit des salariés les luttes se développent dans les entreprises pour réclamer reconnaissance et juste rémunération. Tel est le cas dans l'entreprise Aubret (600 salariés) de Saint Mars La Jaille spécialiste des produits de salaison où les salariés fin 2014 réclamaient une prime de 300€ justifiée par deux années excellentes en terme de

bénéfice et d'exonérations juteuses issues du CICE. La direction a répondu négativement face à cette revendication. Face aux refus répétés de la direction, les salariés ont organisé un débrayage début décembre et mis en œuvre le blocage du site ainsi que de multiples actions coup de poing.

Grâce à cette action ils ont réussi à obtenir une rencontre avec un médiateur dans la foulée et commencé à négocier en présence de la sous-préfète Véronique Schaaf et de la direction du travail.

Au bout de 6h de négociation les salariés ont réussi à obtenir 290€ de prime et le remboursement de 30 % des heures de grève.

Cette grève a permis de ressouder les liens dans l'entreprise, de démontrer l'utilité d'une lutte collective pour l'augmentation des rémunérations et l'importance des organisations syndicales dont l'implication s'est révélée décisive.

Le texte propose par ailleurs de réviser « la nature et le montant des peines et des sanctions applicables en cas d'entrave au fonctionnement des institutions représentatives du personnel » (IRP). Avec cet article de la loi Macron, fini,

les peines au pénal pour les employeurs qui s'assoient sur le bon fonctionnement des IRP, comme par exemple l'obligation de l'information-consultation du comité d'entreprise

Le chômage culmine mais macron rend les licenciements flexibles et à la carte. Concrètement, un patron pourra licencier économiquement qui il veut, par exemple, en fonction du niveau de productivité. Les employeurs pourront aussi continuer à se décharger

d'une partie de leurs obligations légales, notamment en cas de reclassement. Les licenciements de moins de dix personnes dans les entreprises de plus de 50 salariés seront facilités en les soustrayant au droit de regard de l'administration.

«La mobilisation doit continuer» pour les syndicats dont la CGT qui en appelle à tous les salariés, «ceux du public, ceux du privé», à «se retrouver» prochainement «dans la rue» lors d'une «journée nationale d'action interprofessionnelle» proposée entre la fin du mois de mars et le début d'avril. Les députés écologistes, communistes, front de gauche, frondeurs continuent quant à eux ont la bataille d'amendement au parlement. Les futures batailles s'annoncent cruciales pour éviter une régression sans précédent.

## Destruction d'emplois : arrêter l'hémorragie



L'emploi salarié est resté quasiment stable au quatrième trimestre de 2014. Mais sur l'ensemble de l'année il a baissé de 0,4 %. En effet, les chiffres publiés montrent que

l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles en France est resté quasi stable au quatrième trimestre 2014, avec 5.100 postes détruits, selon l'estimation «flash» publiée récemment par l'Insee. Ce qui représente une baisse de 0,4 %. C'est dans la construction que les pertes d'emplois ont été les plus importantes avec 43.400 postes détruits (soit une baisse de 3,1 % sur un an). L'industrie continue aussi de perdre des emplois avec 38.900 postes perdus en un an (-1,2 %). Seul les services tirent leur épingle du jeu avec une hausse d'à peine 0,1 %.

Les politiques d'exonérations sans contrepartie aux entreprises, la poursuite de l'austérité budgétaire au niveau national, la réduction des dotations aux collectivités sont les causes d'un mal enkysté depuis bien trop longtemps : celui de la stagnation/récession et du chômage de masse. Alors « qu' un investissement d'un montant d'un point de PIB dans les pays européens entraînerait une augmentation de 0,4 point dès la première année, et de 1,5 du PIB après 4 ans ». Cette affirmation du FMI, instance ultra libérale vient démontrer l'incohérence et les contradictions mêmes des tenants de la ligne de l'austérité. En bref ; une autre politique est non seulement nécessaire mais possible.

## En bref

### La loi de transition énergétique et ... libérale !

Le débat au sénat sur la loi transition énergétique en cours depuis le 10 février confirme la volonté du gouvernement de libéraliser le secteur.



Plusieurs modifications intéressantes comme par exemple l'augmentation de la capacité de la production nucléaire de 63.2 GW à 64.8 GW afin de ne pas être contraint de fermer des réacteurs lorsque l'EPR de Flamanville sera en fonctionnement viennent, acter des évolutions notables et positives.

Pour autant, il reste les questions essentielles du financement pour atteindre les nombreux objectifs affichés. Le gouvernement annonce par exemple la disparition des tarifs sociaux. La refonte de la Contribution au Service Public de l'Electricité telle qu'elle a été adoptée en commission économique du Sénat n'est pas non plus pour rassurer! Cela consiste à circonscrire la CSPE au seul financement des énergies renouvelables et en renvoyant les autres charges au budget de l'Etat. En juin dernier, Rémy Prud'homme, professeur émérite à l'Université de Paris XII, estime le surcoût lié à la substitution entre énergies vertes et énergies traditionnelles à 15 milliards d'euros par an. Ce malus énergétique, épongé via l'impôt ou la hausse des tarifs de l'électricité, « diminuera le niveau de vie des Français de 15 ou 20 milliards chaque année, ce qui représente une baisse de niveau de vie de 1,5 à 2 % ». Il est plus que temps d'exiger de la transparence sur ce mécanisme vis-à-vis des usagers.

Dès l'ouverture du débat, les parlementaires communistes ont déposé plusieurs amendements importants. Un premier amendement demandait un rapport contradictoire portant sur les conséquences sociales, environnementales et économiques du processus d'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie. Un second demandant l'abrogation de la loi NOME, loi scélérate qui a inscrit fortement la libéralisation du secteur. Un autre demandant la reprise sous maîtrise publique du secteur énergétique et enfin que soit inscrit dans la loi le maintien des tarifs réglementés de l'énergie. Tous ont été refusés ! Cela donne le ton du débat et confirme la volonté du gouvernement de libéraliser encore plus un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie.



## Une revue et une pièce de théâtre pour évoquer les heures de « la tourmente »

Luc Vidal, Le fondateur des éditions nantaises « Le Petit Véhicule » et de la revue **Chiendent**, évoque dans le n°65 de décembre 2014, les souvenirs de sa mère Annick, militante altruiste nantaise et de sa grand-mère Marcelle Baron, grande résistante communiste qui sur dénonciation fut déportée à Ravenbrück. (sur la photo ci-contre prise en 1943, Marcelle Baron et ses enfants, sa fille Annick et son fils Jean-Claude) . «**Une jeune fille dans la tourmente** » tel est le titre qu'il a donné à ces pages qui mélangent avec talent ,souvenirs de famille et Histoire nantaise.

(Edition du Petit Véhicule. (20 rue du Coudray 44000 Nantes) **38 pages. 4 euros + 2 euros de frais d'envoi** .

« ...de tant d'horreurs, mon cœur devint immense... »

C'est le titre de l'adaptation théâtrale du récit de déportation de Gisèle Giraudeau-Fraud, résistante, déportée à 20 ans en Allemagne, avec Marcelle Baron, cette autre figure de la Résistance en Loire -Atlantique. Cette pièce sera donnée le **samedi 21 mars salle Bonnaire (les marsauderies) bd Jules Verne à Nantes à 20h30.**(Renseignements et réservation : Jean-Claude Baron 06 32 70 67 83 et 09 67 39 93 41).



# Culture, idées

6

## Voir

### Coût du Capital, Le décriptage En trois articles...

La mécanique (ou la tambouille) du capital : quelques clefs pour comprendre. (2)



Résumé de l'épisode précédent : les mécanismes de sélection des investissements dans les entreprises sont fondés sur une surestimation du coût du capital : je décide d'investir un projet économique d'une durée de vie de 15 ans si et seulement si je récupère ma mise plus la rémunération « normale » du capital en 6-7 ans. Premier frein majeur à l'investissement et à l'emploi.

Sur ce mécanisme basique viennent s'ajouter des montages juridiques et financiers qui facilitent et amplifient la captation des profits, à nouveau au détriment de l'activité réelle et de l'emploi. Les « groupes », petits moyens ou grands, sont très généralement organisés avec au bas de l'échelle la ou les entreprises réelles (R) celles qui produisent et au sommet des holdings (H) qui mènent au propriétaire final.

Suivons la vie de R qui se voit prélever plusieurs fois. En 1er des frais de gestion, « les managements fees », qui rémunèrent des services d'état-major (plus marge de 8 à 10 %). En 2ème des royalties et redevances au titre de l'utilisation des marques (une valeur immatérielle qui n'a de validité que dans l'utilité des produits de R et de leur valeur symbolique) en gros R paie pour avoir le droit de produire. En 3ème des surmarges liés à des prix de transfert : R doit se fournir obligatoirement auprès de sociétés du groupe à des conditions non négociables des sociétés souvent domiciliées dans des paradis fiscaux.

Au final R passablement essorée remonte alors des dividendes qui dans les cas les plus savoureux mais pas les moins courants lui permettent de rembourser son propre achat par son actionnaire. Au bout du bout la machine financière ayant fait son œuvre les derniers servis sont l'investissement industriel, le développement et l'emploi. H va bien et regorge de trésorerie, merci.

Patrick CASPAR

## Le patient implanté au CHU de Nantes est rentré chez lui...

Carmat, concepteur et développeur du projet de cœur artificiel le plus avancé au monde, visant à offrir une alternative thérapeutique aux malades souffrant d'insuffisance cardiaque, a annoncé le retour à son domicile du patient implanté à Nantes, le 5 août dernier.

« Après des années de souffrance, une nouvelle année et une nouvelle vie débutent pour ce patient. Son courage, sa confiance et le soutien de sa famille ont été déterminants pour le succès de cette implantation. **Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance aux équipes médico-chirurgicales et au personnel soignant du CHU de Nantes, dont l'expérience et l'engagement ont contribué à une spectaculaire réhabilitation du patient** » déclare le professeur Alain Carpentier co-fondateur de Carmat.

Son expertise médicale, mondialement reconnue notamment pour l'invention des valves cardiaques, allée à l'expertise technologique d'Airbus Group, ont permis l'invention d'un cœur artificiel. Par sa taille, le choix des matériaux de structure et ses fonctions physiologiques inédites, ce cœur pourrait, sous réserve de la réussite des essais cliniques à effectuer, **sauver chaque année la vie de milliers de patients, sans risque de rejet et avec une bonne qualité de vie.**

Carmat est actuellement engagé dans une phase dite de « faisabilité » prévoyant l'implantation de son cœur artificiel sur quatre patients souffrant d'insuffisance cardiaque terminale.



Une première prothèse avait été implanté le 18 décembre à Paris. Le patient était décédé 74 jours plus tard, alors que l'objectif initial de l'opération était de permettre une survie à 30 jours.

Un deuxième patient, originaire des Pays de la Loire, opéré le 5 août dans la plus grande discrétion est rentré chez lui. «**Un signe très positif**» pour le professeur Daniel Duveau, médecin nantais et l'équipe qui a participé à l'implantation. En plein accord avec l'équipe hospitalière du CHU et le promoteur de l'étude, le patient a demandé expressément que la confidentialité de son identité soit maintenue et que sa vie privée soit respectée, conformément aux obligations réglementaires d'une évaluation clinique qui poursuit normalement son cours.

Deux autres patients sont en cours de recrutement pour clore ce premier essai qui comprend quatre malades. Un premier bilan pourra alors avoir lieu.

**Si les résultats sont jugés satisfaisants, la société française Carmat pourra proposer aux autorités de tutelle, en France et dans d'autres pays européens, le protocole d'une nouvelle étude.** Elle sera élargie à une vingtaine de patients. Parmi ces futures interventions, certaines pourraient être effectuées au CHU de Nantes.

**Projet leader reconnu, Carmat bénéficie de l'aide la plus importante jamais accordée par Bpifrance à une PME, soit un montant de 33 millions d'euros.**

## Le journal de Pif, héritier des valeurs de la résistance communiste

**La Paix retrouvée après 45, en pleine reconstruction du monde et des idées, la jeunesse française va avoir le choix entre trois propositions: «Cœur-Vaillant» héritier de la presse pétainiste, catholique, « le journal de Mickey » avec l'oncle Picsou arrivé avec le débarquement des américains et «Vaillant», né sur les barricades de la Libération de Paris, héritier des valeurs de la résistance communiste, édité par le PCF.**

José Cabrera Arnal, le créateur du petit chien marron et jaune, était un réfugié espagnol en France, qui a lutté contre Franco, puis Hitler, avant d'être déporté à Mauthausen. Quand **en 1969, Pif gadget** prend le relais, le journal poursuit l'objectif de donner à la jeunesse des clefs humanistes pour comprendre le monde et un idéal progressiste, en contre-point de la presse commerciale capitaliste.

Les créateurs de Vaillant, puis de Pif, étaient aussi des innovateurs, tant dans le respect des lois de la nature et des bandes dessinées. Dans Docteur Justice, publié Loup Noir, sorte de Western en on trouvait des noirs en costume cravate face au pouvoir néocolonial. Le magazine indiens.



Photo : Guillaume Podrovnik

L'autre pilier du journal c'est cette idée de génie du gadget hebdomadaire, empruntée à une marque de lessive (le cadeau Bonux), l'idée émane du directeur commercial visionnaire **André Limansky**, des gadgets « cultes » envahissent les cours de récréation : pois sauteurs du Mexique, « pifises », sortes de spermatozoïdes en poudre qui plongés dans un aquarium prenaient vie. **Les ventes décollent entre 500.000 et 1 million d'exemplaires, quand les autres revues tirent autour de 150.000 maximum.**

L'aventure commence à s'étioler à partir du milieu des années 70, victime du coût des gadgets et de la place prise par la télé. Le marketing avait remplacé insidieusement le « fond » du premier magazine de la jeunesse. Le journal devient mensuel, puis disparaît une première fois en 1994, avant de ressortir en 2004, mais pour quatre ans seulement. L'humanité, propriétaire de la marque, a annoncé en septembre 2014 qu'il comptait relancer le titre.

**Les âges farouches n'ont pas dit leur dernier mot.**



4000

C'est le nombre de revolvers que le ministère de l'intérieur compte mettre gratuitement à dispositions des polices municipales. La question : un criminel tire t-il plus facilement sur une personne armée ou désarmée ?

« Nous ne souhaitons pas voter contre un texte qui rétablissant à leur profit un grand nombre des compétences [du département] »

Christian Favier, sénateur communiste, justifiant l'abstention de son groupe le 27 janvier sur la loi « NOTRE » qui prévoyait à l'origine le dépeçage quasi total des compétences départementales.

# Au cœur des collectivités

7

## Les mutualisations au sein du bloc communal Rapport de l'inspection des finances et de l'administration

Au premier janvier, la Communauté Urbaine de Nantes est devenue Nantes Métropole, ainsi le conseil communautaire du 15 décembre était le dernier de la CUN. Et trois sujets majeurs pour la nouvelle métropole ont été débattus : le nouveau pacte métropolitain, les orientations budgétaires et les contrats de ville.

Le nouveau pacte métropolitain est la nouvelle feuille de route que se donne la métropole dans son développement à venir. Les élus communistes ont souligné le choix fait d'enrichir les services rendus à la population de l'agglomération.

Certains mots reviennent souvent comme « attractivité », il ne doit pas devenir synonyme de compétition entre les territoires. Il est ainsi rappelé que « si les grandes aires urbaines notamment celle de la façade Atlantique résistent bien, les zones rurales, les petites et moyennes villes prennent de plein fouet la crise économique ».

Le nouveau pacte financier entre les communes est reconnu comme positif en renforçant la solidarité entre les communes membres et leurs habitants : « La volonté affirmée de se préoccuper des petites communes et mieux prendre en compte les populations les plus défavorisées va dans le sens de la construction d'une métropole juste et accessible à tous ». Sur les transferts d'équipements, la mise en place d'une tarification unique aux musées, piscines, patinoires et bibliothèques est intéressante.

### Emprunts adossés au franc suisse

**Il faut annuler et racheter la dette des collectivités les plus en difficulté !**



Pour les sénateurs communistes, la décision de la Banque centrale de Suisse du 15 janvier de laisser le franc suisse se détacher de son cours pivot, rattaché aux autres devises importantes de la planète, "atteste de la mauvaise santé générale, au plan économique et social, de la zone euro, et accuse une fois encore les politiques d'austérité de comprimer les potentiels de croissance et de progrès des pays participants". "Elle est porteuse de nouvelles difficultés pour nos comptes publics, pour la Sécurité sociale et pour de nombreuses collectivités territoriales" dont une partie de la dette sociale est libellée en francs suisses et "se trouve par conséquent sensiblement renchérie par cette valorisation de la monnaie confédérale".

"Il faut annuler et racheter la dette des collectivités les plus en difficulté !", demandent les parlementaires, estimant que "le gouvernement doit prendre ses responsabilités". Ils reprochent également l'abandon des poursuites contre Dexia, principal distributeur de ces emprunts toxiques. Près de 1600 collectivités et établissements publics son concernés pour des sommes de plusieurs centaines de millions d'euros selon le ministère du budget.



LES MUTUALISATIONS AU SEIN DU BLOC COMMUNAL

pas, il est rappelé que garantir la qualité de service passe par la préservation des conditions de travail des personnels alors que la limitation de la croissance de la masse salariale proposée aurait pour conséquence des suppressions de postes.

La politique de la ville abordée par le biais du Contrat de Ville 2015-2020 doit relever d'énormes défis : chômage, cadre de vie, cohésion sociale et lutte contre les discriminations. Le choix du critère revenu comme unique déterminant des zonages n'est cependant pas pleinement satisfaisant pour repérer et traiter les inégalités. Les démarches participatives promues sont saluées mais il faudra veiller à ce que les communes aient toute leur place et que les moyens des collectivités impliquées soient préservés.

### Proposition de loi pour les élus locaux

**Position des députés de la Gauche Démocratique et Républicaine**



L'intervention sur le Débat D'orientation Budgétaire reconnaît les réalisations et les ambitions pour l'année 2015 tout en dénonçant le cap mortifère et libéral de l'actuel gouvernement. Si des choix difficiles devaient se faire les actions pour la cohésion sociale ne devront pas être touchées.

Le renouvellement de convention Logements Bleus (adaptés pour les personnes âgées) avec Nantes Habitat a permis d'aborder la question du vieillissement de la population. Le maintien de l'autonomie doit articuler prévention, dépistage et prise en charge solidaire. Alors que 75% des personnes âgées sont propriétaires, le renforcement des aides à l'adaptation des logements est nécessaire tout comme l'extension des crédits d'impôts aux enfants qui financeraient des travaux pour leurs parents.

La nouvelle monnaie complémentaire « SoNantes » est vue comme un « outil d'éducation populaire visant à [...] prendre conscience que la monnaie est un objet politique » mais il est rappelé que ces monnaies n'ont pas d'impact sur l'activité économique locale et le pouvoir d'achat.

## En bref

### Conseil Municipal de Nantes du 30 janvier 2015

« Notre société traverse une grave crise de légitimité de l'action publique [...] il est donc essentiel de réinterroger nos pratiques et politiques publiques » lance Robin Salecroix à propos du rapport sur le dialogue citoyen. Il poursuit : « Entendre la demande d'auto saisine, promouvoir le pouvoir d'agir, Assurer la transparence de l'action publique, Expérimenter de nouvelles modalités participatives sont autant de leviers proposés que nous soutenons ». Il avance le potentiel de démocratie semi-directe des référendums d'initiative populaire ou des budgets participatifs. Il conclut : « La démocratie apparaît comme un moyen et à la fois comme un but. Celui-ci ne pourrait être atteint qu'en la faisant vivre et en l'imposant auprès des décideurs économiques ».

Concernant le Budget Primitif, Aymeric Seassau intervient : « Ce budget est un budget de gauche, n'en déplaise à nos adversaires : plus de 18 % sont consacrés à l'éducation, 19 % à la solidarité et à la vie sociale, près de 20 % à la gestion de nos services publics ! ». Il continue : Son bouclage dans des conditions financières contraintes témoigne pourtant d'une volonté politique réaffirmée de garder le cap des engagements pris devant les Nantaises et les Nantais ».

Marie Annick Benâtre évoque quant à elle l'intégration des migrants. Elle note que « Sur la ville, le réseau associatif dynamique permet d'apporter des solutions face à l'urgence mais également de rompre en partie avec l'isolement, de construire des projets et de faire vivre la solidarité au quotidien ». Elle ajoute : « L'engagement de la ville auprès des Nantaises et des Nantais, sans distinction de nationalité ou d'origine est le fruit d'une réelle volonté politique de lutte en faveur de l'intégration ».

Le groupement de commande électricité a lui aussi amené quelques commentaires : en effet, le projet est d'inclure dans le groupement de commandes des tarifs pour lesquels il n'y a pas encore d'obligation de mise en concurrence...

### Débat d'Orientation Budgétaire à Couëron le 26 janvier 2015

Les élus communistes se sont affirmés comme « prêts à travailler à la modernisation de l'action publique afin d'optimiser les réponses apportées à la population ». Ils ont insisté qu'emprunter pour investir était « laisser un héritage patrimonial aux futures générations ».



## Ouvrons-là

Semaine de la Pensée  
Marxiste à Nantes  
Par Mathieu Perrone



Cette année, l'UEC, première organisation politique étudiante de France, organisait la 5e édition de la Semaine de la Pensée Marxiste sur une quarantaine de campus. C'est le thème de la liberté qu'ont choisi les étudiants communistes pour cette édition, 70 ans après la Libération et les conquêtes ouvrières qui suivirent. La Semaine de la Pensée Marxiste est une initiative importante : la recherche universitaire et les cours sont de plus en plus soumis aux détenteurs de capitaux, c'est donc essentiel de mener la bataille idéologique dans les universités.

À Nantes, nos camarades étudiants ont organisé deux événements : une projection des Nouveaux Chiens de Garde suivie d'un débat sur la liberté des médias animé par Clotilde Mathieu, journaliste à l'Humanité, à laquelle une soixantaine d'étudiants sont venus assister. Comment, à l'heure où la grande majorité des médias sont détenus par des grands groupes industriels et financiers, assurer une information indépendante et de qualité ? Clotilde a partagé son expérience de journaliste à l'Humanité et la difficulté que connaît aujourd'hui le journal, lié aux maigres subventions et au fait que la presse écrite soit de moins en moins lue. Le lendemain, l'UEC a accueilli Frédéric Rauch, économiste et rédacteur en chef d'Economie & Politique, pour débattre avec 40 étudiants de la liberté dans le travail en parallèle à la loi Macron. La centaine d'étudiants ayant participé à la SPM témoigne du rayonnement de plus en plus important de l'UEC nantaise. Rendez-vous l'année prochaine !



## Les communistes



Le 7 février dernier, les communistes de Loire-Atlantique se sont réunis en conférence avec un double objectif : Faire vivre leur journal, leur fête, leurs initiatives et bien sûr dans la période, travailler sur le combat à mener en vue des prochaines élections départementales.

C'est le trésorier national, Jean-Louis Le Moing, qui était invité à participer à la première partie de la journée centrée sur les finances et in fine sur les moyens de la fédérations pour faire vivre ces différentes initiatives.

Riches ont été les échanges entre les participants qui ont ensemble, travaillé à dégager de nouvelles idées pour financer leurs actions. De la vente des Nouvelles de Loire-Atlantique sur les marchés à de nouvelles idées pour dynamiser leur fête fédérale, les communistes se sont aussi montré acteur avec pour objectif, dans cette période électorale de visiter leur camarades et de mener la bataille des cotisations. Comme il le sera rappelé, les principales ressources de la fédération sont, la réversion des indemnités des élus (les élus communistes reversent l'intégralité de leur indemnité à leur parti) ainsi que les cotisations des militants.

La deuxième partie de la journée, en compagnie de Yann Le Pollo-tec du service élection du PCF, a été consacrée aux élections départementales et sur les objectifs de cette campagne. Une campagne que les militants présents ont souhaité centrée sur les compétences d'un département qu'il veulent conserver et qu'ils souhaitent comme un rempart aux politiques d'austérité.

## Les Nouvelles de Loire-Atlantique Un soutien qui paie !

**Vous avez été nombreux à vous abonner et à soutenir Les Nouvelles de Loire-Atlantique. Grâce à votre engagement pour soutenir votre journal, nous pourrions à nouveau reprendre la diffusion à l'ensemble de nos abonnés.**

**Pour autant, il nous faut toujours trouver de nouvelles sources d'économie. C'est la raison pour laquelle, à partir du prochain numéro, nous paraîtrons désormais le lundi !**

**FAITES VIVRE LES NOUVELLES, ABONNEZ-VOUS !!!**

## Les communistes de Saint-Nazaire à la fête

Le 8 mars prochain, les communistes de Saint-Nazaire organiseront leur banquet de section.

Ce sera un moment convivial mais également un temps politique et de débat avec les candidates et les candidats aux élections départementales des cantons nazairiens.

Nul doute que ce banquet sera animé puisque des surprises musicales sont prévues.

**Rendez-vous le 8 mars prochain à partir de 12h  
salle Marcel Pagnol à la Trébale**

Inscription et réservation : 15€  
Tel : 02.40.66.08.48  
Mail : [pcfnazaire@live.fr](mailto:pcfnazaire@live.fr)



## « Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication :  
Jérôme TURMEAU  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément CHEBANIER  
Responsable de la rédaction :  
Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Marie-Annick BENÂTRE  
Pedro MAIA  
Robin SALECROIX  
Gauthier LORTHIOIS  
Charles MARSAUD  
André MAURICE



## Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... EMAIL : .....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
  - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€
- Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES